Le manifeste unitaire signé par la Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière et l'Organisation communiste des travailleurs, pour les municipales de mars 77. « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ».

La crise économique qui dure maintenant depuis deux ans, loin de se résoudre, va, au contraire, en s'approfondissant. L'inflation n'a guère ralenti malgré la prétention du plan Barre de geler les prix pendant trois mois. Le chômage s'étend. Des milliers de licenciements sont encore annoncés... dans la sidérurgie par exemple.

Le patronat réclame ouvertement et cyniquement le droit de licencier comme bon lui semble. Il se pourrait que dans les mois qui viennent, ce ne soit plus un million de chômeurs — chiffre qui apparaissait énorme il y a deux ou trois ans, mais qui est devenu réalité depuis un an et demi maintenant — mais deux millions que compte le pays. Avec le plan Barre, le gouvernement actuel met tout son poids dans la balance pour que la crise soit payée par les travailleurs. Il a donné ouvertement son agrément aux patrons qui demandaient la possibilité de licencier. Il a décrété un blocage des salaires pour l'année qui vient. Et, donnant l'exemple, il a annulé les soi-disant « contrats de progrès » qui, dans les secteurs public et nationalisé, garantissaient plus ou moins que les salaires suivent... avec beaucoup de retard... la hausse des prix.

Pourtant, le gouvernement et le président de la République lui-même sont de plus en plus contestés sinon discrédités. Et il le sont dans leur propre majorité. La démission peu protocolaire de l'ex-Premier ministre, J. Chirac, en a été une bonne illustration. Les différentes formations de la majorité multiplient chausse-trapes et crocs-en-jambe les unes contre les autres. Avec la création du RPR, une partie de la droite cherche le moyen de se dédouaner de la crise économique, de la politique du gouvernement ; elle prépare une carte de rechange.

Il y a en permanence possibilité de crise politique pouvant déboucher à tout moment sur une crise du Parlement et des élections législatives anticipées, même si ni Giscard, ni les principaux politiciens de droite, ni même Chirac ne le souhaitent.

Face à une pareille offensive anti-ouvrière, la défense des intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière et des masses populaires exige une riposte unitaire de l'ensemble des travailleurs opposant leurs revendications aux prétentions patronales et gouvernementales du plan d'austérité. Toutes les organisations et tous les militants soucieux de la défense des intérêts des travailleurs devraient être partie prenante d'une telle riposte :

- **Face au développement du chômage,** nous disons non aux licenciements. Nous exigeons du travail pour tous par la réduction massive du temps du travail (la semaine de 35 h) et l'augmentation des effectifs.
- **Contre les fermetures d'entreprise,** exigeons pas un seul licenciement, pas de démentèlement, maintien de l'emploi sur place. Quand les patrons privés s'avèrent incapables d'assurer l'emploi des travailleurs, exigeons la nationalisation de l'entreprise par l'Etat, sans indemnité ni rachat pour les capitalistes, aux conditions imposées et controlées par les travailleurs.
- **Nous refusons le blocage et l'annulation des revenus salariaux** :

— maintien du pouvoir d'achat, non pas sur l'indice INSEE mais sur les indices élaborés par les travailleurs et les organisations syndicales ;

— augmentation substantielle et uniforme des salaires : (300 F mini) ;

— pas de salaires en dessous de 2 300 F.

- **Nous refusons la remise en cause des garanties sociales acquises** : suppression du ticket modérateur, extension de la Sécurité sociale, santé gratuite !

• **Nous refusons de laisser casser nos luttes et réprimer nos organisations par les polices officielles ou parallèles** et la justice du pouvoir et des patrons : autodéfense ouvrière !

Au lieu de rassembler dans l'action, sur une telle plate-forme, les travailleurs et leurs alliés contre les conséquences de la crise et le gouvernement en place, craignant d'être portés au gouvernement sur la base de cette mobilisation pour satisfaire leurs revendications, le PC et le PS, soutenus par les directions des confédérations syndicales, s'efforcent de limiter, d'encadrer la riposte ouvrière. Ils s'attachent essentiellement à se préparer une majorité parlementaire dans le cadre du calendrier électoral défini par Giscard, si possible hors de toute mobilisation populaire. Les directions de la CGT et de la CFDT organisent des journées d'action mais empêchent toute réelle coordination, toute unification des luttes ; elles reculent devant toute épreuve de force avec le pouvoir.

Le PC et le PS s'allient avec les radicaux de gauche ; ils tendent la main aux gaullistes de gauche.

Et surtout, ils se préparent à gouverner avec Giscard dans le respect de la Constitution de 1958. Ils s'engagent à gérer l'économie de profit, ils sont donc prêts, une fois au gouvernement, à imposer à la classe ouvrière et aux autres couches laborieuses la politique d'austérité que la droite a du mal à leur imposer aujourd'hui.

Les travailleurs ne doivent donc pas s'y tromper, le Programme commun ne permet pas de sortir de la crise parce qu'il ne permet pas de sortir du système qui en est la cause. Une majorité de l'Union de la gauche, ce n'est ni le pouvoir aux travailleurs, ni la « voie pour le socialisme ».

L'enjeu des municipales.

Les prochaines élections municipales, quelles que soient les affirmations pour en faire un événement à signification surtout locale, apparaissent comme un test national et il sera considéré ainsi non seulement par les politiciens mais aussi par les travailleurs et couches populaires qui mettent leurs espoirs dans un changement de gouvernement.

Il s'agit en n'abandonnant pas le terrain des luttes pour la trêve électorale de défendre pendant ces élections les solutions ouvrières à la crise. Nous le ferons contre les nuances de la

droite toutes responsables de la politique anti-ouvrière du gouvernement actuel ou de son prédécesseur, maiss aussi face aux partis de l'Union de la gauche qui refusent toute politique qui permettrait que cette crise soit payée non par les travailleurs et les couches populaires mais par les capitalistes.

Nous ne voulons pas empêcher, contre la droite, le PC et le PS de conserver ou de conquérir des municipalités : nous affirmons dès à présent que c'est ce qui déterminera notre consigne de vote au deuxième tour.

La présentation des listes **« Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs »** doit permettre à tous les travailleurs, à tous les électeurs populaires :

— de dire qu'ils en ont assez de la droite et des politiciens au service des patrons et de leur Etat ;

— de dire qu'ils sont bien décidés à ne pas faire les frais de la crise et prêts à se battre pour cela sans attendre 1978... quels que soient les résultats électoraux ;

— mais aussi de dire qu'ils n'ont pas confiance dans la politique de compromission des partis de gauche... et que ceux-ci arrivant au gouvernement, ils sont bien décidés à ne pas admettre qu'ils fassent la politique de la droite, comme ils l'ont fait si souvent dans le passé.

Défendre dans les municipalités les intérêts des travailleurs.

Nous ne prétendons pas, dans le cadre de la commune, changer la vie ou la société. Les droits politiques et les possibilités matérielles des communes sont étroitement limités par l'Etat bourgeois, dont la municipalité constitue un rouage, et qui l'entoure d'un véritable carcan. Les communes ne possèdent pour ainsi dire aucune autonomie. Même pour l'administration des affaires communales, l'appareil de l'Etat soumet les municipalités à un contrôle financier multiforme, sur le budget, sur les dépenses, sur les possibilités d'emprunt ; ainsi le budget communal est constitué des miettes que l'Etat veut bien laisser aux communes. Le combat pour la démocratie communale passe par le combat contre l'appareil d'Etat bourgeois et ne pourra déboucher qu'avec le remplacement de l'Etat bourgeois par l'Etat des travailleurs.

En plus, depuis l'arrivée du gaullisme au pouvoir, **la tutelle de l'Etat central s'est renforcée sur l'institution communale.** L'étranglement budgétaire de la plupart des communes en porte témoignage. Seules les communes « bien pensantes » bénéficient des subventions importantes du pouvoir. La faible autonomie politique dont pouvaient disposer les communes tend donc à disparaître purement et simplement.

Notre participation aux municipales ne vise donc pas à entretenir l'illusion qu'on peut transformer une commune en « îlot de socialisme » dans un Etat qui reste fondamentalement bourgeois.

Même avec des révolutionnaires à leur tête, les municipalités dans le cadre de la société et des institutions actuelles n'auraient pas davantage de moyens pour changer en profondeur la situation des travailleurs.

Aussi nous refusons de nous inscrire dans une logique gestionnaire même dite « démocratique », qui n'a pour seul objectif que l'aménagement de l'institution communale, partie prenante d'un Etat bourgeois soi-disant « démocratisé ».

Ceci dit nous proposons, dans notre programme, l'accroissement des moyens budgétaires de la commune dans le cadre de notre lutte générale pour :

— la suppression de la TVA ;

— une fiscalité imposant essentiellement les capitalistes et détenteurs de gros revenus.

Nous serons partie prenante de toutes les mobilisations pour que l'Etat subventionne toutes les réalisations urgentes que, faute de moyens, la commune ne peut pas prendre en charge.

De même, nous sommes pour l'extension du domaine du compétence des conseils municipaux, contre la tutelle du préfet et de l'administration centrale et contre la double fonction du maire, agent de l'Etat et de la commune à ceux d'un simple exécutant du conseil municicipal.

Mais nous savons que de tels changements ne peuvent s'obtenir que dans une lutte d'ensemble de toute la population laborieuse contre l'Etat bourgeois. D'ailleurs, c'est même vrai de la revendication limitée du remboursement de la TVA aux communes, cheval de bataille des partis de l'Union de la gauche.

Pourtant c'est dans le cadre de la commune que la population laborieuse se trouve confrontée aux mille et un problèmes découlant de l'organisation sociale capitaliste. C'est donc dans

le cadre de la commune que les révolutionnaires peuvent démontrer, appliquer et relier ensemble les multiples aspects de l'incapacité de la société capitaliste à assurer une vie digne d'hommes et de femmes à tous ceux qui créent les richesses sociales.

Nous nous proposons de mener la campagne des municipales autour des axes suivants :

1) Développer les possibilités de contrôle des travailleurs.

La démocratie est aujourd'hui une fiction : une véritable démocratie communale exigerait que les représentants élus des travailleurs soient sous le contrôle constant de leurs mandants. Elle impliquerait une participation permanente de la population laborieuse à toutes les affaires et décisions de la commune... ce qui suppose temps et information.

Les élus devraient être révocables à tout momment.

Au lieu de cela, les élus locaux sont actuellement irrévocables par leurs électeurs. Le maire lui-même, une fois désigné pour six ans, peut être destitué par le ministre de l'Intérieur mais pas par le conseil municipal ; et ce dernier peut être censuré par le préfet s'il juge telle ou telle décision « illégale » !

Les travailleurs ne pourront bouleverser radicalement cette situation sans un changement politique central. Mais il serait possible dès maintenant à une municipalité qui réprésenterait réellement les intérêts des travailleurs de mettre le conseil municipal et toutes les décisions communales importantes sous le contrôle direct des travailleurs et des couches laborieuses de la commune. Pour cela, elle aiderait au développement d'organes de lutte et de contrôle regroupant électeurs et non électeurs, ouverts à tous et à toutes les organisations représentatives de la population laborieuse (syndicats, associations de locataires, d'usagers, etc.).

Ces organes, pouvant prendre des formes diverses (commissions de quartier ou de localité, comités de lutte sur tels ou tels problèmes...) posséderaient, pourvu qu'ils soient démocratiques ou de masse, un droit de proposition et de contrôle, un

pouvoir de fait sur les questions de leur ressort. Les révolutionnaires s'engageraient au conseil municipal à respecter les décisions de ces organes et à se soumettre à leur contrôle.

2) Soutien aux luttes des travailleurs et de la population laborieuse.

Aucune municipalité ne peut remplacer la lutte des intéressés eux-mêmes, mais une municipalité représentant réellement les intérêts de la population laborieuse apporterait tout son soutien à la lutte des travailleurs et de toutes les couches de la population exploitées ou opprimées, en particulier les femmes, les jeunes et les immigrés.

Cela implique un appui moral et aussi matériel à toutes les organisations que ces travailleurs ou ces couches de la population en lutte se sont données démocratiquement : syndicats, comités, associations diverses. Cela implique, outre un éventuel appui financier dans la mesure des possibilités de la commune, la mise à la disposition de ces organisations de locaux de la municipalité comme des moyens de celle-ci.

- **La municipalité apportera son soutien aux travailleurs en grève** (gratuité des services pour les grévistes et leurs familles : cantines...) en respectant les décisions prises démocratiquement par les travailleurs en lutte.
- **La municipalité apportera toute son aide aux femmes qui luttent et s'organisent** contre leur oppression et leur double exploitation en appuyant et en s'efforçant de satisfaire leurs revendications essentielles : la possibilité d'une information sur la sexualité et la contraception pour femmes et hommes dans des centres de consultation au plus près des lieux de travail et d'habitation ;

— les mêmes droits et possibilités d'emploi, de formation et de salaires que les hommes ;

— libération totale de l'avortement par le développement dans chaque hôpital des services suffisants avec un personnel compétent ;

— remboursement intégral par la Sécurité sociale, développement des crèches et de maisons d'enfants avec un personnel mixte et formé en nombre, avec des capacités d'accueil suffisantes ;

— la libre disposition des lieux de rencontre, et de discussion (maison des femmes...).

• **La municipalité apportera toute son aide aux chômeurs, pour qu'ils puissent se regrouper et lutter.** Elle appuiera et s'efforcera de satisfaire leurs revendications (gratuité des transports, allocations de chômage pour tous les chômeurs...) ; elle facilitera la liaison entre travailleurs actifs et chômeurs pour la diminution du temps de travail et l'embauche des chômeurs.

Elle s'efforcera d'imposer dans les locaux de l'Agence nationale pour l'emploi la tenue des permanences permettant aux chômeurs de s'organiser et de rencontrer les travailleurs et les syndicats des entreprises de la région.

• **La municipalité s'efforcera de favoriser la solidarité de classe des travailleurs français et immigrés** contre le racisme et interdira toute propagande raciste sur le territoire de la commune. Elle mettra à la disposition des travailleurs immigrés les moyens matériels qui leur permettent de sauvegarder leur culture propre.

• **La municipalité soutiendra matériellement et politiquement les travailleurs sous l'uniforme,** leurs revendications et leur lutte pour le droit à l'organisation. Elle exigera un droit de regard d'une commission municipale dans toutes les casernes du lieu.

3) Défense et extension des libertés.

Une municipalité même dirigée par des révolutionnaires ne pourrait empêcher que l'argent continue à conférer des privilèges même au plan de l'expression des idées. Mais en mettant réellement et totalement ses locaux et ses moyens matériels à la disposition de la population, une municipalité représentant les intérêts de la population laborieuse changerait considérablement la situation actuelle.

Toutes les organisations de travailleurs et des couches laborieuses, politiques et syndicales sans exclusive et sans la moindre contrepartie, auront la possibilité d'utiliser gratuitement les locaux et moyens d'expression dont dispose la municipalité. Ainsi, leur serait garanti un droit de réunion et d'expression réel et non pas théorique. Ouverte à toute la population, la mairie (à l'aide de panneaux permanents, de bulletins munici-

paux ouverts, etc.) deviendra une véritable permanence, un forum vivant où chacun pourrait exposer ses problèmes et essayer de les résoudre.

La municipalité sera aux côtés des travailleurs en lutte pour faire face aux interventions des polices officielles et parallèles des patrons et du pouvoir. Pour s'opposer efficacement aux occupations policières des usines et des foyers, aux expulsions et saisies des locataires, des travailleurs immigrés... elle favorisera le développement de l'autodéfense ouvrière.

Pour les tâches de maintien de l'ordre, aucune confiance ne serait faite à la police, même locale. Nous nous appuierons sur l'organisation collective des travailleurs. Et la municipalité mettra tout en œuvre pour :

— alerter la population contre les brimades policières dont sont particulièrement victimes les jeunes et les immigrés ;

— rendre le plus public possible l'activité des organes répressifs locaux (commissariats, postes de police).

4) Changer les conditions de vie.

Les problèmes qui touchent aux conditions de vie ne peuvent trouver une solution dans le cadre de la commune et dans les limites de ses moyens matériels actuels. Tout à la fois construire des logements, des crèches, des écoles, des hôpitaux, les pourvoir en personnel suffisant et qualifié, mettre sur pied un réseau de transports en commun confortables et efficaces, tout cela excède certainement les moyens matériels qui sont aujourd'hui laissés aux municipalités. De toute manière, le budget sera soumis au contrôle de toute la population laborieuse, c'est-à-dire en liaison avec elle et ses organisations.

Mais, indépendamment de ses possibilités financières qui conditionnent ses réalisations, la municipalité soutiendra politiquement et matériellement toutes les luttes pour l'amélioration des conditions de vie de la population, qui sont en fait des luttes contre l'Etat : lutte pour les transports gratuits, pour les crèches, pour des services publics convenables, contre la pollution, pour des centres de santé et des centres d'orthogénie, etc.

S'il n'est pas dans les possibilités de la municipalité de construire des logements décents pour tous, par contre elle peut aider à l'organisation de la population sur ce problème important entre tous. Pour mettre fin au scandale des logements

vides, alors qu'il y a tant de mal-logés ou de gens à la rue, la municipalité, aidée des comités de quartiers, fera les recensements de ces logements vides et des besoins de la population. Elle soutiendra toutes les occupations de logements inoccupés. De même, appuyée sur les comités de quartier et toutes les organisations des travailleurs ainsi que les association des locataires, elle fera appel à toute la population pour défendre les travailleurs menacés d'expulsion ou de saisie, empêcher celles-ci qui avec la crise et le chômage vont en se multipliant.

Des municipalités aux mains des réels représentants des intérêts des travailleurs permettraient d'aider les luttes de ceux-ci et de toutes les couches opprimées de la population. Cela changerait de façon significative les conditions dans lesquelles ces luttes se déroulent.

Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière, Organisation communiste des travailleurs.

On voit par là que la lutte contre le « centrisme » de ce parti multiforme ne peut se résumer dans un rappel aux principes et dans des condamnations globales de l'opportunisme. Sur ces seules bases, on a peu de chances de convaincre beaucoup de militants, la majorité d'entre eux étant persuadée que les erreurs de leur organisation sur le plan tactique peuvent toujours être redressées. En réalité, la confrontation doit être beaucoup plus dynamique et beaucoup plus profonde, elle doit en particulier porter sur la façon d'exprimer et de prolonger la radicalisation des travailleurs et des jeunes dans la période présente. Il s'agit, entre autres, de montrer aux militants et aux sympathisants du PSU qu'il ne suffit pas de donner la parole à ceux qui contestent et de se faire l'écho de leurs aspirations à un monde différent, mais qu'il est absolument nécessaire de récupérer une dimension politique refoulée depuis des décennies sous l'impact du stalinisme et de la « prospérité » capitaliste des années cinquante et soixante. Il s'agit, en quelque sorte, de redécouvrir que l'auto-organisation des travailleurs c'est-à-dire la reconstruction consciente du rapport social de production, ne peut s'opérer sans un travail systématique de désagrégation-destruction de la politique bourgeoise, sans la mise au point d'une pratique révolutionnaire qui transcende les manifestations les plus immédiates de malaise et de révolte. C'est dire qu'il faut dépasser l'indifférence aux problèmes de stratégie et la tendance fâcheuse à postuler la révolution socialiste sans chercher à déterminer les cheminements qui sont nécessaires aujourd'hui ou les for-

mes d'organisation indispensables pour concentrer et féconder les énergies. Il y a maintenant une couche relativement nombreuse de militants d'avant-garde (organisés ou non sur le plan politique), mais il faut bien constater que, faute d'un parti révolutionnaire implanté, ils oscillent entre la condamnation sectaire et le suivisme politique, à quoi s'ajoutent les démoralisations temporaires qui peuvent se produire dans leurs rangs, lorsque l'indifférence politique semble l'emporter dans les couches particulièrement combatives de la classe ouvrière. Dans la conjoncture actuelle, caractérisée à la fois par une usure rapide du régime Giscard et par une atonie apparente de la contestation politique, ces dangers sont particulièrement pressants. On peut donc s'attendre à une pression considérable de cette démoralisation relative sur le PSU. Mais la plus insuffisante réponse à donner à ces hésitations et interrogations du PSU et de sa sphère d'influence serait de se contenter de rappels constants aux principes.

Lorsqu'on veut lutter contre les tentations opportunistes, il faut effectivement affronter des problèmes dont les données ne se laissent pas ramener purement et simplement aux données connues et analysées, il y a trente ou quarante ans. C'est ainsi que l'hégémonie du réformisme sur le mouvement ouvrier ne peut plus être saisie comme une déviation temporaire par rapport à un cours rectiligne du processus révolutionnaire. Elle est trop liée à des formes d'organisation et à des idéologies qui ont encore aujourd'hui des racines profondes dans la classe ouvrière, pour avoir imprégné sa vie pendant des décennies. Elle ne peut donc être ébranlée seulement par des regroupements et des réalignements politiques dans les sommets ou les superstructures du mouvement ouvrier, mais bien par des processus de réorganisation en profondeur de la classe ouvrière. De ce point de vue, il est par conséquent capital de bien comprendre la nature de la crise sociale présente et surtout de bien mesurer quelles sont ses modalités d'expression au niveau de l'Etat (par exemple, difficultés de l'Etat-providence dans ses fonctions de gestion et de prévoyance sociales). Toute la prespective du double pouvoir dépend en effet des processus qui se passent plus ou moins souterrainement à ce niveau, et les rythmes de développement de la crise révolutionnaire à venir sont également liés à ces modes de décomposition des rapports bourgeois. Les désordres, les dysfonctionnements s'accumulent, mais la marche vers la crise révolutionnaire reste lente et sinueuse comme on le voit en Italie, le pays où les luttes sont les plus avancées en Europe. Il est bien sûr fort probable qu'on assistera au bout d'un certain temps à une accélération des affrontements de classe, mais ce qu'il faut maîtriser pour le moment, c'est une conjoncture où les instruments de la classe dominante s'émoussent de plus en plus, mais où les affirmations des travailleurs sont encore très largement inarticulées. La recomposition du mouvement ouvrier, par

suite, ne peut être que lente et difficile. Dans l'immédiat, elle ne peut passer par des ruptures éclatantes dans les organisations réformistes ou dans leurs zones d'influence, elle passe au contraire par le dur apprentissage de la politique pour l'extrême gauche révolutionnaire. Il s'agit de susciter peu à peu des différenciations dans les organisations réformistes et de faire apparaître toute la distance qui sépare leurs pratiques réelles des exigences de la situation. C'est cette bataille pour desserrer l'étreinte du conservatisme réformiste qu'il faut proposer au PSU, elle est plus exaltante qu'une activité parasitaire de flanc-gauche de l'Union de la gauche.

Notes

1) On peut rappeler qu'avant de dénoncer l'évolution rétrograde des organisations centristes européennes, particulièrement à partir de 1935-36, Trotsky s'est efforcé de les gagner à la construction d'une nouvelle internationale. Il serait donc faux d'affirmer qu'il les a toujours considérées comme des obstacles majeurs à la construction du parti révolutionnaire. Bien au contraire, il discernait dans leurs orientations vers 1933 comme un écho de la radicalisation d'une partie de la classe ouvrière sous l'impact de la crise économique mondiale et de la victoire menaçante du nazisme. Voir à ce sujet Writings of Leon Trotsky *(1933-34), Pathfinder Press, New York, 1972.*

2) Nommées d'après les lettres de l'alphabet. Les plus importantes sont :

— La tendance A, qui regroupe les anciens sociaux-démocrates venus de la SFIO, dont Michel Rocard.

— La tendance B, qui rassemble l'essentiel de l'ancien appareil de l'UGS et les sociaux-démocrates les plus ouverts comme E. Depreux.

— La tendance C qui se veut le défenseur de l'orthodoxie marxiste et de l'unité d'action du mouvement ouvrier.

— La tendance E, ou « socialiste-révolutionnaire », qui reprend une grande partie de l'héritage trotskiste.

3) La direction actuelle du PSU est composite. Elle regroupe des militants chevronnés venant du catholicisme de gauche comme M. Mousel, voire comme P. Régnier et les recrues de plus fraîche date comme V. Leduc et tout un groupe de militants issus du PCF. Sa caractéristique principale semble être un esprit de gestionnaire prudent et la crainte des orientations « aventurées » ou des dispositions programmatiques trop poussées.

IL FAUT QUE J'AI L'AIR D'UN CANDIDAT QUI VA TENIR SES PROMESSES ÉLECTORALES...
FORCADELL